

CUBA

Quatre nouveaux prisonniers d'opinion

Index AI : AMR 25/004/2004

ÉFAI

Embargo : jeudi 29 janvier 2004 (00h01 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International reconnaît quatre nouveaux prisonniers d'opinion à Cuba.

« Il faut mettre fin aux mesures de harcèlement, d'intimidation et de restriction de la liberté d'expression frappant les dissidents à Cuba », déclare Amnesty International dans son dernier rapport, qui présente de façon détaillée les cas de quatre nouveaux prisonniers d'opinion.

Rolando Jiménez Posada, Rafael Millet Leyva, Miguel Sigler Amaya et Orlando Zapata Tamayo comptent parmi plus de 80 dissidents incarcérés à la suite d'une campagne de répression massive lancée par le gouvernement le 18 mars 2003.

« Ces quatre dissidents ont été arrêtés uniquement pour avoir pris part à des activités pacifiques, et pour l'heure seuls deux d'entre eux ont été dûment inculpés, a indiqué Amnesty International. Il est particulièrement inquiétant de constater que dans certaines affaires les accusés sont maintenus en détention près d'une année sans inculpation formelle. »

Afin de justifier les actions menées vis-à-vis des 75 dissidents jugés en avril 2003, les autorités cubaines ont invoqué la nécessité de se défendre contre les provocations et les menaces que font peser les États-Unis sur la sécurité de l'État. Amnesty International estime que rien ne saurait justifier l'incarcération de prisonniers d'opinion ni toute autre atteinte aux droits de l'être humain et continue de condamner Cuba pour ces violations. Dans le même temps, elle reconnaît que l'embargo américain porte préjudice à l'ensemble des droits fondamentaux dont peuvent jouir les Cubains et demande par conséquent aux États-Unis de reconsidérer leur politique.

« Tout en fournissant au gouvernement cubain une excuse à sa politique répressive, l'embargo a des conséquences néfastes sur l'alimentation, la santé, l'éducation et nombre d'autres sphères de la vie, causant des torts disproportionnés aux membres les

plus démunis et les plus vulnérables de la société », a expliqué l'organisation de défense des droits humains.

Une nouvelle fois, Amnesty International exhorte les autorités cubaines à libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers d'opinion et à mettre un terme à toutes les formes de harcèlement et d'intimidation frappant les dissidents. ●

Vous pouvez consulter la version intégrale du rapport [CUBA. Nouveaux prisonniers d'opinion](#) (index AI : AMR 25/002/2004) sur le site Internet d'Amnesty International.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>